

## Pourquoi une enquête ?

Lors de la réunion en octobre dernier du conseil international du FSM à Salvador de Bahia, l'idée a surgi entre quelques camarades qu'une petite enquête serait appropriée pour « faire le point » sur le mouvement altermondialiste et les luttes populaires en ce moment. En gros, l'idée est d'organiser un processus pour répondre à la question suivante : face au pouvoir grandissant du système capitaliste globalisé, dans sa guerre contre les êtres humains, la vie dans la planète et la démocratie, que devons-nous faire pour renforcer nos luttes contre le système et les rendre plus efficaces, vers la construction des autres mondes possibles ? Comme l'explique Chico Whitaker, « le système économique néolibéral domine toujours davantage le monde, la tête et les cœurs des gens. La participation citoyenne aux décisions est prise en otage par la machine d'une démocratie représentative épuisée qui ferme les chemins aux changements et les ouvre aux idées conservatrices, xénophobes, etc. Cela augmente non seulement les inégalités et mène aux guerres, mais risque de détruire la planète ».



à cette situation, les luttes actuelles, pourtant si dynamiques et créatives, n'arrivent pas à ébranler cette domination. « Quand nous arrivons à ramener des gens de notre côté au pouvoir, ils ne savent

pas comment ou ne peuvent pas changer les modèles économiques, les modes de vie et de production, le rapport avec la nature, et ils glissent rapidement dans la logique et les bras du système dominant (individualiste, dépendant de la consommation, centré sur la croissance économique) » explique Chico.

## Participez !

Il faut donc revoir nos perspectives, « sortir de la boîte » et organiser une grande discussion à l'occasion des rencontres internationales qui s'en viennent, dont un séminaire organisé par le Forum marocain des alternatives sud en avril prochain et bien sûr, lors du Forum social mondial à Montréal en août. Tout et chacun peut contribuer à cette discussion par des textes qui seront compilés et mis au jeu lors des rencontres évoquées plus haut. Voici les questions que nous vous proposons de considérer :

- Que faire ? Quelles sont les nouvelles stratégies auxquelles nous pouvons penser, en tant que citoyens-nes et mouvements sociaux ?
- Comment améliorer les instruments internationaux dont nous disposons comme le processus du Forum social mondial ?

L'enquête est menée par un petit collectif brésilien, français, marocain, sud-africain, péruvien et québécois. Pour en savoir plus : [pbeaudet@uottawa.ca](mailto:pbeaudet@uottawa.ca)

## L'altermondialisme en débat

Plutôt qu'un programme commun élaboré par une avant-garde éclairée et appliqué par des militants dévoués, le mouvement altermondialiste doit favoriser l'essor d'une culture politique participative qui stimule les initiatives transformatrices et tisse de nouvelles solidarités. Cela suppose d'abandonner le mode d'organisation pyramidale et de fonctionner en réseaux. Or, un réseau, pour fonctionner de manière optimale et se consolider, a besoin de moments de rassemblement, de rencontres et d'échanges. C'est dans cette perspective qu'il nous semble fécond de concevoir le rôle du FSM, comme un moment de rassemblement de la mouvance altermondialiste lui permettant de mieux cerner les enjeux et les pistes de solution, de rallier de nouvelles énergies et de faire rayonner les luttes en cours. Il faut concevoir le FSM dans la durée, comme un événement précis au sein d'un processus plus ample de transformation sociale qui mise sur une multiplicité d'actions menées sur différents fronts : social, politique, culturel, global, national, local. Cela ne signifie pas pour autant que le FSM doit se substituer aux autres formes d'action transformatrice. Les partis politiques et les gouvernements progressistes ont leur place dans la lutte contre l'oligarchie mondiale, tout comme l'est une société civile dynamique et créatrice capable de s'organiser du niveau local au niveau global, tout en se préservant des luttes de pouvoir qui découleraient nécessairement d'une volonté de hiérarchiser les luttes et les causes.

Raphaël Canet (coordonnateur du Comité FSM 2016 de Montréal)

Le recul des mouvements populaires <sup>1</sup> dans la région arabe

Pour la première fois depuis des générations, les soulèvements en Tunisie et en Égypte en 2010-2011 ont conduit des millions de personnes à l'action politique. Cependant, pour prévenir une mise en cause des structures politiques et économiques et bloquer toute possibilité de changement, les dominants, soutenus par les puissances occidentales et leurs alliés régionaux, sont intervenus rapidement. Une palette de moyens a été mise en œuvre, mobilisant différents acteurs politiques et marquant les spécificités des processus contre-révolutionnaires dans chaque pays. Simultanément, l'intervention politique et militaire étrangère a crû rapidement. Après l'intervention de l'OTAN en Libye et l'écrasement du soulèvement de Bahreïn par l'Arabie Saoudite, le coup militaire égyptien de juillet 2013 a marqué un tournant dans la reconstitution des anciennes structures étatiques. C'est lorsque les aspirations initiales au changement se sont vues de plus en plus frustrées que Daesh et d'autres groupes djihadistes

ont émergé comme expression du recul du processus révolutionnaire et de la perception d'un chaos croissant. Pourtant, malgré la gravité de la situation, des forces locales se confrontent à Daesh dans des circonstances difficiles – tout d'abord, les mouvements kurdes (qui endurent simultanément la répression du régime turc), mais aussi des secteurs de l'opposition syrienne. En Irak, en Syrie, au Liban, en Égypte et ailleurs, des mouvements sociaux et politiques courageux continuent à défier la logique du confessionnalisme, démontrant que la lutte pour une alternative progressiste reste vivante. Daesh n'incarne pour sa part aucune forme de résistance anti-impérialiste ni aucune voie plausible vers un Moyen-Orient libéré de la domination et de la répression, qu'elles soient étrangères ou locales. En dépit des revers, le potentiel de développement d'une alternative véritablement ancrée à gauche n'a pas été anéanti, et surtout, il n'a jamais été aussi nécessaire.

Adam Hanieh (professeur à la School of Oriental and African Studies de Londres)

Contre la violence – lutter contre le colonialisme <sup>2</sup>

Nous sommes nombreux à appeler et à agir pour un autre monde qui ne sera possible que si le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie, le racisme antimusulman et anti-noir ne sont plus ses règles de « gouvernance ». Une alternative envisageable seulement si la colonialité du pouvoir et du savoir qui nous a plongés dans cet abîme inhumain, de siècle en siècle, est enfin identifiée, dénoncée et déconstruite afin de baser ce monde sur la non-discrimination avec son corollaire l'égalité entre les peuples et les États, entre les êtres humains, différents et égaux afin qu'ils agissent politiquement en tant que citoyen et citoyenne...



Le monde globalisé, imposant une guerre sans fin aux peuples et aux nations, n'est rien de moins qu'un « monde compartimenté, manichéiste, immobile, monde de statues [...] Monde sûr de lui, écrasant de ses pierres les échines écorchées par le fouet. Voilà le monde colonial. L'indigène est un être parqué, l'apartheid n'est qu'une modalité de la compartimentation du monde colonial. La première chose que l'indigène apprend, c'est à rester à sa place, à ne pas dépasser les limites », c'est ainsi que Frantz Fanon décrivait le monde colonial.

Mireille Fanon Mendès France

1. Extrait d'un article publié le 3 décembre 2015 sur le site de la revue en ligne *Jacobine* sous le titre « A Brief History of ISIS ». Extrait d'une entrevue publiée sur le site *l'Autre Brésil* : <http://www.autresbresils.net/Guilherme-Boulos-fait-une-proposition-a-la-gauche>

2. Extrait de « Les libertés démocratiques et la justice sociale contre le terrorisme », *Le Journal des Alternatives*, janvier 2015.

Il y a des moments dans la vie des peuples où une fenêtre d'opportunité s'ouvre pour accomplir des changements profonds dans des situations de rupture. Ce fut le cas pour les Tunisiens, lors de ces deux premiers mois d'état de grâce en 2011 où ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Depuis, les choses se sont compliquées. Pour autant, le mérite des Tunisiens est d'avoir continué à avancer en privilégiant le dialogue et en recherchant ce consensus. Nous avons réussi à garder le cap, et le train de la transition a été miraculeusement maintenu sur ses rails. Dans La République, Platon compare la société à un corps humain réparti en trois sections aux fonctions spécifiques : la tête (Noos, lieu de la rationalité et de la sagesse), le cœur (Thumos, siège du courage, de la bravoure et de la colère) et le ventre (Epithumia, territoire des viscères,



des désirs et des instincts). Lorsque la société passe par des désordres, il arrive que la tête cède le pas aux instincts primaires. Pour que la cité soit sainement structurée, Platon convoque quatre vertus cardinales qui sont : la sagesse, le courage, la maîtrise de soi et la justice. Aujourd'hui en Tunisie, les instincts primaires mènent la cité avec les conséquences que sont l'individualisme primaire, l'appât du gain, la course vers l'argent, même d'origine criminelle. Gardons toutefois à l'esprit que ces désordres ne sont pas appelés à perdurer. Il n'est pas bon d'insulter l'intelligence des citoyens et ceux qui s'essayent à cet exercice ne parviennent, en fait, à ne tromper qu'eux-mêmes. Il nous suffit de remettre la tête aux commandes, de refréner les appétits cupides, à l'origine des désordres que nous vivons en ce moment et de reconstruire un moi collectif digne de la grandeur historique de la Tunisie.

*Sihem Bensedrine (journaliste et militante des droits de l'homme en Tunisie)*

### Brésil : reprendre le travail de base <sup>3</sup>

Les douze ans du gouvernement du PT se sont révélés être une tentative de construction d'une idéologie du consensus. Tous se retrouvaient du même côté : les grandes entreprises, les syndicats, les mouvements sociaux... Des gestions de la politique budgétaire ont été effectuées, qui ont permis une avancée graduelle du salaire minimum, du crédit à destination de l'agriculture, des programmes sociaux, et en même temps, des profits record dans le secteur financier. Entre-temps, on distribuait de l'argent pour certains secteurs choisis, en particulier l'agro-business et la construction. Cependant, ce qui devait arriver s'est produit, à partir

d'une première explosion en juin 2013. Aujourd'hui, le consensus est brisé. La société est divisée. Pour les mouvements populaires, il est nécessaire de récupérer notre force dans les années 1980, au moment où la mobilisation sociale s'est accrue et que le PT a surgi. Ceci veut dire reprendre la rue : l'endroit où la politique se décide et se transforme. La stratégie qui consiste à réaliser des changements sans ruptures est au bout du rouleau. La gauche doit faire les devoirs qu'elle a négligés pendant les vingt dernières années, et que les Communautés ecclésiastiques de base nous avaient appris dans les années 1970 et 1980, en faisant du porte-à-porte. Fonder un nouveau parti à froid ne va pas résoudre notre problème politique. Ce qui va le résoudre, c'est de reconstruire la capacité de mobilisation sociale, pour inverser le rapport de forces et à ce moment-là, penser à des instruments politiques. Il est important de penser à une stratégie de front de mouvements, construite sur une unité populaire, en réalisant un travail de base, en mobilisant des milliers pour faire face à l'offensive conservatrice et aux politiques à l'agonie du gouvernement du PT.

*Guilherme Boulos (dirigeant du Mouvement des travailleurs sans-toits du Brésil)*

### Les sentiers multiples de l'émancipation en Amérique du Sud <sup>4</sup>

Partout d'en bas s'élèvent des protestations populaires multiseCTORIELLES, des peuples indigènes, des étudiants et des travailleurs qui imposent leurs propres programmes et revendications au temps institutionnel, soulignant par leurs luttes les limites des transformations structurelles mises en œuvre dans les pays gouvernés par des forces « post-néolibérales » et leur absence totale là où règnent encore les droites néolibérales, dénonçant aussi les diverses formes de répression, d'intimidation ou de cooptation, etc. Cela ne nous permet pas, c'est vrai, de mettre en évidence une forme idéale de soulèvements victorieux et lendemains qui chantent. Il s'agit plutôt d'une mosaïque de praxis-savoirs-actions : expériences au niveau des terres et des territoires, ou encore de l'activité productive avec les usines récupérées par leurs salariés, dans le domaine des communautés urbaines, d'autres encore s'inscrivant dans des politiques publiques engagées par les gouvernements et les institutions, pour autant qu'elles soient sous le contrôle des intéressés : luttes des femmes contre la violence patriarcale, des

sans-toits, des communautés indigènes, de la classe ouvrière dans différents pays, expériences d'agroécologie alternative en Colombie, des mouvements pour le « bien vivre » en Équateur, des conseils

communaux au Venezuela, des usines sans patron en Argentine, des médias communautaires au Chili et au Brésil, des rondas communautaires au Pérou et au Mexique, etc. Comme l'explique Tamia Vercoutère, « ces initiatives organisées localement pour prendre et exercer le pouvoir populaire permettent de refonder



*l'utopie, de se réappropriier les rênes de la politique au niveau de l'État. En tant qu'expériences, ils supposent des recherches, des tâtonnements et des replis, mais aussi des victoires. Complexes, parfois contradictoires, mais chargées d'espoirs profonds et authentiques, ces expériences constituent une source pour ceux qui sont engagés dans la tâche de réinventer les sociétés et la façon de faire de la politique ».<sup>3</sup>*

*Franck Gaudichaud (membre du comité de rédaction de Rebellion)*

### Afrique du Sud : la victoire des étudiants

Une victoire historique sur le néolibéralisme sud-africain a été gagnée le 23 octobre dernier, après l'explosion de trois semaines de mobilisation militante, la plus intense ici depuis l'abolition de l'apartheid en 1994. Les étudiants de l'université étaient furieux, et leurs cris « Les frais d'inscriptions doivent baisser » ont retenti depuis les campus sur les sites du pouvoir politique et à travers la société. Toutefois, alors qu'il y aura une réduction effective de 6 % des frais de scolarité en 2016, la prochaine étape de la lutte se profile, avec à l'ordre du jour des revendications portant sur la gratuité de l'enseignement supérieur et les droits des travailleurs de l'université. Les étudiants ont commencé par prendre d'assaut les abords du Parlement



au Cap et ont ensuite marché vers les sièges de l'ANC à Johannesburg et à Durban, et ont finalement manifesté – fort de plus de 10 000 participants – devant le bureau du président Jacob Zuma à Pretoria. Bien que le coût du report de l'augmentation des frais d'inscription soit estimé entre 150 et 300 millions de \$, en faisant cette concession, Zuma a encouragé à beaucoup plus de protestations et de marches sur Pretoria dans le futur. Pour ceux de la société qui ont regardé et encouragé les étudiants, le contexte y est propice, car une période d'austérité plus dommageable se profile à l'horizon. La tâche de maintenir cette alliance visionnaire entre les étudiants et les travailleurs dans les semaines qui viennent et de conserver une présence nationale sera tout aussi difficile que l'organisation désormais en cours d'un front unitaire multiclassés. Difficile oui, mais maintenant, sur cet exceptionnel terrain de la lutte des classes, plus rien ne semble impossible.

*Patrick Bond (professeur à l'Université du Kwazulu-Natal)*

3. Extrait de « Fin de cycle en Amérique du Sud ? », Contretemps, 10 décembre 2015 < <http://www.contretemps.eu/interventions/fin-cycle-enam%C3%A9rique-sud-mouvements-populaires-gouvernements-%C2%AB-progressistes-%C2%BB-altern>

4. Tamia Vercoutère, prologue à l'édition équatorienne du livre *América Latina. Emancipaciones en construcción* (Quito, IEAN, 2013). Extrait d'un texte paru dans *Afriques en lutte*, 20 novembre 2015, <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-australe/afrique-du-sud/article/afrique-du-sud-decolonisation>